

Ce tour d'horizon des arrêts de l'année écoulée éclaire des questions fondamentales du droit des assurances : recevabilité des réclamations, subrogation, opposabilité des clauses contractuelles, ou encore garanties décennales et responsabilité des mandataires sociaux. De la qualification de la faute aux subtilités de la déclaration des risques par l'assuré, ces décisions soulignent les évolutions et nuances de la matière.

LÉGISLATION

Jurisprudence 2024 en droit des assurances



FRÉDÉRIQUE BANNES PHILIP,
avocate au barreau de Paris,
cabinet FB conseil

SUR LA RECEVABILITÉ DES RÉCLAMATIONS

CASS. CIV. 2^e, 19 SEPTEMBRE 2024, N°22-19.698

L'article L.124-1 du Code des assurances dispose que, dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé. L'article L.124-3, alinéa 2, du même code énonce que l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré. En l'espèce, la société demanderesse ne démontre pas avoir indemnisé une victime, ni même avoir fait l'objet d'une quelconque demande d'indemnisation en lien avec la crise sanitaire de juin 2021, de sorte que les préjudices sont, en l'état, simplement éventuels, donc futurs et incertains. La Cour de cassation confirme l'arrêt d'appel en ce qu'il déduit que le demandeur ne justifiait pas d'un intérêt né et actuel pour obtenir la garantie de l'assureur.

CASS. CIV. 3^e, 1^{er} FÉVRIER 2024, N°22-21.025, B

La Cour de cassation a jugé que la recevabilité de l'action en garantie d'un responsable dirigée contre l'assureur de responsabilité d'un autre responsable n'est pas subordonnée à la mise en cause de l'assuré.

SUR LA SUBROGATION LÉGALE

COUR D'APPEL DE PARIS, 26 AVRIL 2024, RG 23/05442

S'il n'est pas établi que le paiement fait par l'assureur l'a été en exécution de la police produite, il ne peut se prévaloir de la subrogation légale prévue par l'article L.122-12 du Code des assurances.

SUR L'OPPOSABILITÉ DES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES À UN TIERS

CASS. COM, 3 JUILLET 2024, N°21-14.947

Sur le fondement des articles 1134 et 1165 du Code civil ⁽¹⁾ et de l'article 1382 (devenu 1240) du même code, la Cour de cassation confirme sa jurisprudence antérieure en ce que :

- le tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage ⁽²⁾ ;
- s'il établit un lien de causalité entre ce manquement contractuel et le dommage qu'il subit, il n'est pas tenu de démontrer une faute délictuelle ou quasi délictuelle distincte de ce manquement ⁽³⁾ ;
- le tiers peut se voir opposer les conditions et limites de la responsabilité qui s'appliquent dans les relations entre les contractants. La Cour de cassation ne précise pas les clauses contractuelles concernées et les modalités de leur mise en œuvre (ex : clause de pénalité de retard).

SUR LA GARANTIE RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES SOCIAUX

COUR D'APPEL DE DOUAI, CHAMBRE 1 SECTION 2, 17 OCTOBRE 2024, N°23/03.846

Au visa de l'article L.241-1 du Code des assurances, engage sa responsabilité personnelle un gérant au motif qu'il s'est affranchi de l'obligation de contracter une assurance de responsabilité décennale. En l'espèce la société F. est réputée constructeur, au sens de l'article 1792-1 du Code civil, puisqu'elle a fourni l'outillage, la marchandise, qu'elle a

dirigé les travaux et qu'elle a vendu le bien litigieux dans lequel elle avait fait procéder à des travaux de rénovation importants. La cour d'appel confirme la décision rendue en première instance selon laquelle le fait de ne pas souscrire à une assurance de responsabilité est une faute commise avant la liquidation amiable de la société F.

CASS. COM., 2 OCTOBRE 2024, N° 23-13.2829

Dans le cadre d'une fraude par usurpation d'identité d'un dirigeant d'entreprise, la Cour de cassation a jugé que, compte tenu des circonstances inhabituelles et du risque de fraude, la banque aurait dû contacter directement le dirigeant de l'entreprise pour confirmer des virements frauduleux. Le fait que la banque se soit uniquement appuyée sur les instructions de la comptable, sans consulter le dirigeant, a été jugé insuffisant. La Cour de cassation a ainsi rejeté le pourvoi de la banque, confirmant sa condamnation à verser des dommages-intérêts à Le Cerf & Bachelet, en raison de son manquement à son devoir de vigilance dans une situation révélant une « fraude au président ».

CASS. CIV. 3^e, 20 JUIN 2024, N°23-1057

Il est précisé au visa de l'article 32 du Code de procédure civile que, sauf exception prévue par la loi, seules les personnes habilitées à représenter une personne morale peuvent intenter une action en justice au nom de celle-ci. Les statuts des associations déterminent librement les organes habilités à agir dans leur intérêt et, en l'absence d'une clause statutaire le prévoyant, aucun texte n'autorise leurs membres à exercer l'action *ut singuli* à l'encontre d'un dirigeant, en indemnisation du préjudice par elles subi.

CASS. CRIM., 22 MAI 2024, N°23-83.180

La Cour de cassation confirme qu'une société absorbante peut être condamnée pénalement (peine d'amende ou de confiscation) pour des faits constitutifs d'une infraction commise par la société absorbée avant l'opération de fusion-absorption.

CASS. COM., 4 AVRIL 2024, N°22-19.991

La décision du conseil d'administration d'une société anonyme de confier à son président la direction générale de la société, qui a pour effet de mettre fin aux fonctions jusqu'alors exercées par le directeur général, ne constitue pas une révocation de ce dernier, sauf à ce que celui-ci démontre que cette décision a été prise dans le but de l'évincer de son mandat social. En l'espèce, le directeur général ne démontre pas que la suppression de son mandat procède d'une volonté de l'évincer et s'analyserait ainsi en une révocation déguisée.

CASS. CIV. 2^e, FÉVRIER 2024, N° 21-25.175 - ARRÊT INÉDIT

Les membres du conseil de surveillance ne sont généralement pas affiliés aux assurances sociales sauf s'ils exercent réellement des fonctions de direction et accomplissent, en toute indépendance, des actes positifs de gestion et de direction de la société.

CASS. CIV. 3^e, 18 JANVIER 2024, N°22-20.995

Vu l'article 1147 du Code civil ⁽⁴⁾ et l'article 1^{er} de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, l'entrepreneur qui confie à un autre l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise le fait sous sa responsabilité. Il en résulte que si l'entrepreneur est responsable à l'égard du maître de l'ouvrage des manquements de son sous-traitant commis dans l'exécution des prestations sous-traitées, sans qu'il soit besoin de démontrer sa propre faute, il n'a pas à répondre, sauf stipulation contraire, des manquements de ce sous-traitant à l'égard de ses propres sous-traitants.

SUR LA QUALIFICATION DE LA FAUTE

CASS. COM., 26 JUIN 2024, N°23-14036

La faute lourde, assimilable au dol, empêche le contractant auquel elle est imputable de limiter la réparation du préjudice qu'il a causé aux dommages prévus ou prévisibles lors du contrat et de s'en affranchir par une clause de non-responsabilité. En décidant que la faute de la société ADP n'était pas lourde, pour ne pas résulter d'un « refus délibéré » d'exécuter ses obligations, la cour d'appel a érigé le caractère intentionnel de la faute en condition de la qualification de faute lourde, quand le caractère intentionnel est un critère étranger à la loi. Ce faisant, les juges du fond ont violé l'article 1150 devenu 1231-3 du Code civil. Autrement dit, le caractère intentionnel d'une faute relève d'une appréciation subjective et non légale et objective.

CASS. CIV. 2^e, 30 MAI 2024, N°22-18.297

L'assureur ne répond pas des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré définie à l'article L.113-1, alinéa 2, du Code des assurances. La faute dolosive s'entend d'un acte délibéré de l'assuré commis avec la conscience du caractère inéluctable de ses conséquences dommageables. Pour exclure la garantie de l'assureur, l'arrêt constate, d'abord, que celui-ci affirme que les manquements reprochés à la société K. relèvent de la faute dolosive en ce qu'ils caractérisent une « prise de risque volontaire faussant l'élément aléatoire ». L'arrêt énonce, ensuite, que les fautes commises par la société K. résultent d'inobservations de la loi fiscale en toute connaissance de cause qui ont faussé l'élément aléatoire attaché au risque. En se déterminant ainsi, par des motifs impropres à caractériser la conscience qu'avait la société K. du caractère inéluctable des conséquences dommageables de la commercialisation de son produit qui ne se confond pas avec la conscience du risque d'occasionner le dommage, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision.

SUR LA GARANTIE DÉCENNALE

COUR D'APPEL DE CHAMBERY, 23 AVRIL 2024, RG 21/01677

La cour rappelle que les dommages immatériels consécutifs (pertes de loyers) à des travaux relevant de la responsabilité légale ne sont pas couverts par l'assurance décennale obligatoire mais par des garanties facultatives. La cour se réfère à un arrêt rendu en 2019 par la Cour de cassation ⁽⁵⁾.

CASS. CIV. 3^e, 21 MARS 2024, N°22-18.694

La Cour de cassation procède à un revirement de jurisprudence sur la garantie des équipements relevant de la responsabilité décennale. La Cour juge depuis l'année 2017 que les désordres affectant des éléments d'équipement, dissociables ou non, d'origine ou installés sur existant, relèvent de la responsabilité décennale lorsqu'ils rendent l'ouvrage dans son ensemble impropre à sa destination ⁽⁶⁾. La Cour juge dans ce cas que, si les éléments d'équipement installés en remplacement ou par adjonction sur un ouvrage existant (un insert dans une cheminée) ne constituent pas en eux-mêmes un ouvrage, ils ne relèvent ni de la garantie décennale ni de la garantie biennale de bon fonctionnement, quel que soit le degré de gravité des désordres, mais de la responsabilité contractuelle de droit commun, non soumise à l'assurance obligatoire des constructeurs.

COUR D'APPEL PARIS, 16 FÉVRIER 2024, RG N°21/14088

Au regard de l'ampleur des travaux réalisés, avec des apports de matériaux nouveaux incorporés à l'ouvrage et conduisant à une transformation totale du terrain existant, une centrale solaire constitue >>

» un ouvrage au sens des dispositions de l'article 1792 du Code civil. Le poste de transformation en litige, qui constitue une construction incorporée au sol, participait de la réalisation de cet ouvrage dans son ensemble. Dès lors, c'est à juste titre que le tribunal de commerce a considéré que cette construction constituait un ouvrage.

CASS. CIV. 3^e, 15 FÉVRIER 2024, N°22-23.179, INÉDIT

Dans un arrêt inédit, la Cour de cassation décide qu'un désordre de nature décennale rendant un immeuble d'habitation impropre à sa destination est nécessairement source d'un préjudice de jouissance.

CA PARIS, 16 FÉVRIER 2024, RG N°21/14088

Au regard de l'ampleur des travaux réalisés, avec des apports de matériaux nouveaux incorporés à l'ouvrage et conduisant à une transformation totale du terrain existant, la centrale solaire constitue un ouvrage au sens des dispositions de l'article 1792 du Code civil. Le poste de transformation en litige, qui constitue une construction incorporée au sol, participait de la réalisation de cet ouvrage dans son ensemble. Dès lors, c'est à juste titre que le tribunal de commerce a considéré que cette construction constituait un ouvrage au sens de ces dispositions.

SUR LES PRODUITS DÉFECTUEUX

CASS. COM, 3 OCTOBRE 2024, N° 22-20713

Une garantie d'assurance définit le dommage matériel comme « l'endommagement, la destruction, la perte de biens appartenant à des tiers y compris le dommage en découlant ». Est également considéré comme dommage matériel « la pollution ou la salissure de biens ou la présence de substances étrangères sur, ou dans ces biens ». Le risque d'incendie de panneaux photovoltaïques qui les empêche de fonctionner et donc de produire de l'électricité n'est ni un endommagement, ni une destruction, ni une perte, ni une pollution, ni une salissure de ces panneaux. En retenant que « l'existence de dommages causés à des tiers ouvrant droit à indemnisation (était) démontrée en présence d'un endommagement aux biens appartenant à des tiers (qu'étaient) les panneaux photovoltaïques » au motif que les défauts des boîtiers fabriqués par la société A. créaient un risque d'incendie des panneaux photovoltaïques qui empêchait leur bon fonctionnement et les détournait de l'usage attendu à savoir la production d'électricité, la cour d'appel a dénaturé les termes clairs et précis de la clause précitée et ainsi violé le principe selon lequel il est interdit au juge de dénaturer l'écrit qui lui est soumis.

CASS. CIV. 1^{re}, 24 AVRIL 2024, N°23-12.565

Ni la rupture de fatigue d'une pièce métallurgique ni la possibilité connue de casse ne sont en soit un défaut de sécurité. La Cour de cassation confirme l'arrêt d'appel en ce qu'il juge que des facteurs cumulatifs avaient favorisé la rupture d'un implant tenant notamment à la surcharge pondérale du patient et à une configuration physiologique spécifique. M. (Y) n'établissait pas que sa prothèse ne présentait pas la sécurité à laquelle on pouvait légitimement s'attendre, la cour d'appel a pu en déduire qu'elle n'était pas défectueuse. Cette décision confirme une jurisprudence antérieure rendue sur le fondement de l'article 1245 du Code civil (Cass. 1^{re} Civ., 6 décembre 2023, n°22-21.238.)⁽⁷⁾

SUR LA DÉCLARATION DES RISQUES PAR L'ASSURÉ

CASS. CIV. 2^e, 15 FÉVRIER 2024, N°22-16.257, 22-16.431, 22-16.545, INÉDIT

Selon l'article L. 113-2 3° du Code des assurances, l'assuré doit déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui aggravent les risques ou en créent de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou

caduques les réponses précédemment apportées aux questions posées par l'assureur dans son formulaire de déclaration. Il résulte des articles L. 112-3 et L. 113-8 du Code des assurances que l'assureur ne peut se prévaloir de la réticence ou de la fausse déclaration intentionnelle de l'assuré que si celle-ci procède des réponses qu'il a apportées à ces questions ou si elles ont été faites par ce dernier de sa seule initiative.

SUR LA PERTE DE CHANCE ET L'ACTION DIRECTE

CASS. CIV. 3^e, 4 AVRIL 2024, N°22-18.509

Vu l'article 1147 du Code civil, dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n°2016-131 du 10 février 2016, et le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime, le dommage consécutif à une perte de chance correspond à une fraction des différents chefs de préjudice subis, qui est déterminée en mesurant la chance perdue.

COUR D'APPEL DE RIOM, 28 FÉVRIER 2024, RG 22/00580

Aux termes de l'article L. 124-3 du Code des assurances, la personne lésée dispose d'un droit d'action directe à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable. La Cour rappelle que le tiers lésé qui exerce l'action directe peut contester la validité d'une exception de garantie opposée à l'assureur même en l'absence de contestation de l'assuré (Cass. Civ. 3^e, 4 mars 2021, n°19-23.033). Par conséquent si le tiers lésé est recevable à contester la validité d'une exception de garantie, il est a fortiori recevable à contester l'opposabilité d'une telle exception.

SUR LE CARACTÈRE FORMEL D'UNE CLAUSE D'EXCLUSION

CASS. 2^e CIV. 30 MAI 2024 N°22-20.958 – COVID 19, FERMETURE ADMINISTRATIVE ET CONCEPT « D'ÉPIDÉMIE »

L'arrêt retient que la définition du terme « épidémie » avancée par l'assureur ne correspond pas à celles des dictionnaires et qu'elle n'est pas définie dans la police d'assurance litigieuse. Il en déduit l'absence de caractère formel de la clause d'exclusion. En statuant ainsi, alors que la circonstance particulière de réalisation du risque privant l'assuré du bénéfice de la garantie n'était pas l'épidémie mais la situation dans laquelle, à la date de la fermeture, un autre établissement faisait l'objet d'une mesure de fermeture administrative pour une cause identique à l'une de celles énumérées par la clause d'extension de garantie, de sorte que l'ambiguïté alléguée du terme « épidémie » était sans incidence sur la compréhension par l'assuré des cas dans lesquels l'exclusion s'appliquait, la cour d'appel a violé l'article L. 113-1 du Code des assurances. ■

⁽¹⁾ dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10 février 2016

⁽²⁾ Ass. plén. 13 janvier 2020, pourvoi n° 17-19.963, publié au *Bulletin*

⁽³⁾ Ass. plén. 13 janvier 2020, pourvoi n° 17-19.963, publié au *Bulletin*

⁽⁴⁾ dans sa rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016

⁽⁵⁾ Cass. civ. 3^e, 5 décembre 2019, n° 18-20.181 inédit : « Il résulte des articles L.241-1 et A243-1 du Code des assurances que l'assurance obligatoire de la responsabilité du constructeur, qui garantit le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué, ne s'étend pas, sauf stipulations contraires, aux dommages immatériels. »

⁽⁶⁾ Cass Civ. 3^e, 15 juin 2017, n° 16-19.640, Bull. 2017, III, n° 71 ; Civ. 3^e, 14 septembre 2017, n° 16-17.323, Bull. 2017, III, n° 100

⁽⁷⁾ Il appartient au demandeur de prouver par tout moyen que son dommage est imputable au moins pour partie au produit incriminé. Une solution différente avait pourtant été rendue dans des circonstances similaires (Cass. Civ. 1^{re}, 2 février 2022, n°20-15.526, inédit)